



## La guerre contre la Libye est une catastrophe économique pour l'Afrique et l'Europe

Par [Thierry Meyssan](#)

Mondialisation.ca, 05 juillet 2011

[Voltaire.net.org](#) 3 juillet 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

L'un des mobiles de la guerre contre la Libye est de stopper le développement du continent noir, de permettre l'installation de la base militaire de l'US Africom en Cyrénaïque, et de débiter l'exploitation coloniale de l'Afrique au profit des États-Unis. Pour comprendre ces enjeux cachés, le Réseau Voltaire a interrogé Mohammed Siala, ministre de la Coopération et administrateur du fonds souverain libyen.

Réseau Voltaire : *Votre pays est riche en gaz et en pétrole. Vous avez capitalisé 70 milliards de dollars au sein de l'Autorité libyenne d'investissement. Comment utilisez-vous cette manne ?*

Mohammed Siala : Nous disposons d'importantes ressources, mais elles ne sont pas renouvelables. Nous avons donc créé l'Autorité libyenne d'investissement pour protéger la richesse des générations futures, comme l'ont fait les Norvégiens par exemple. Cependant, nous consacrons une partie de ces fonds au développement de l'Afrique. Cela signifie que nous avons placé plus de 6 milliards de dollars dans des actions de développement du continent, en matière d'agriculture, de tourisme, de commerce, de mines, etc.

Nous avons placé le reste des fonds dans des secteurs différents, des pays différents, des monnaies différentes. Partout, y compris aux USA et en Allemagne, ce qui leur a malheureusement permis de geler certains de nos avoirs.

Réseau Voltaire : *Techniquement, comment ce gel est-il mis en œuvre ?*

Mohammed Siala : Le gel des avoirs est régi par les lois bancaires du pays où ils sont placés. La règle est qu'ils bloquent nos comptes, mais que nous pouvons en obtenir parfois la libération si nous portons le litige devant un Comité des réclamations et si nous prouvons qu'ils étaient destinés à certains usages. Par exemple, je viens à l'instant de plaider le dégel de fonds destinés à verser des bourses aux 1 200 étudiants que nous avons envoyés en Malaisie. Nous essayons de faire de même pour tout ce qui touche aux allocations sociales ou aux frais d'hospitalisation de nos ressortissants à l'étranger.

Il arrive que certains pays nous autorisent à utiliser des fonds pour l'achat de nourriture ou de médicaments. En principe, c'est notre droit, mais beaucoup refusent de dégeler les sommes nécessaires ou font traîner les choses. Par exemple, en Italie, l'État refuse tout usage de nos avoirs. En Allemagne, l'État autorise les usages humanitaires, mais ce sont certaines banques qui refusent de dégeler les fonds nécessaires. Les interprétations de la résolution sont complètement différentes selon les États. Nous réclamons une règle claire :

ce qui est permis est autorisé et ce qui ne l'est pas est interdit. Pour le moment, l'interprétation est politique et la force prévaut sur le droit.

Réseau Voltaire : *Est-ce le seul problème que vous rencontrez pour vos approvisionnements ?*

Mohammed Siala : Nous devons aussi faire face au blocus maritime que l'OTAN a mis en place sans base légale. Ils interdisent notre approvisionnement, ou le retardent, y compris pour des cargaisons alimentaires. Ils s'appliquent surtout à empêcher notre livraison en essence, même si cela n'est pas prévu par les résolutions pertinentes de l'ONU. Nous avons ainsi un pétrolier qui patiente depuis un mois à Malte. Pour chaque bateau, ils discutent le double usage de ce qu'il transporte. L'essence est destinée aux véhicules civils. Mais ils disent qu'elle peut l'être aussi par des voitures de l'armée. Nous répondons qu'ils ne peuvent nous interdire de l'utiliser pour les ambulances, etc. Quoi qu'il en soit, depuis le début du conflit, ils empêchent toute livraison d'essence. Or, nous sommes dépendants des raffineries étrangères pour environ un tiers de notre approvisionnement. D'où la pénurie actuelle. En théorie, ils ont uniquement le droit d'inspecter les navires pour s'assurer qu'ils ne transportent pas d'armes. Mais en pratique, ils déploient illégalement un blocus maritime.

Ils ont ordonné à des bateaux russes et chinois de faire demi-tour. Leurs États doivent alors déposer une plainte devant le Comité des sanctions de l'ONU pour discuter de l'interprétation des résolutions. C'est une procédure interminable et dissuasive. Aucune base légale ne les autorise à agir ainsi, mais ils le font de force, sûrs de leur impunité.

Nous parvenons toutefois à nous approvisionner par voie terrestre, mais cela est dérisoire : nous avons besoin d'un mois pour transporter par camion ce que nous pouvons décharger en une journée dans nos ports.

Réseau Voltaire : *Votre pays a multiplié les constructions d'infrastructures, notamment les gigantesques travaux d'irrigation de la Man Made River. Quels sont vos projets en cours ?*

Mohammed Siala : Il existe un chemin de fer qui parcourt l'Afrique du Nord, sauf la Libye. Nous voulons le compléter pour nous intégrer dans l'économie régionale et la dynamiser. Les Chinois construisent le tronçon Tunisie-Syrte. Les Russes sont chargés de Syrte-Benghazi. Une négociation était en cours avec l'Italie pour le tronçon Benghazi-Égypte ainsi que pour les locomotives. Nous avons aussi commencé la construction d'une ligne transcontinentale nord-sud, avec le tronçon Libye-N'Djamena. Ce sont des investissements considérables d'intérêt international et nous avons cru que le G8 nous aiderait. Il l'avait promis, mais nous n'avons rien vu venir.

Nous sommes âpres en affaires et nous avons utilisé les appels d'offre pour obliger nos prestataires à baisser leurs prix. Lors de sa visite ici, Vladimir Poutine a convenu d'aligner les tarifs des entreprises russes sur ceux de ses concurrents chinois. Nous avons pu ainsi diversifier nos partenaires.

Réseau Voltaire : *Avec la guerre, que vont devenir ces projets ?*

Mohammed Siala : Tous ces chantiers sont interrompus avec le gel des avoirs. Mais nous poursuivons les appels d'offre pour les tronçons à réaliser parce que nous sommes certains que la guerre est momentanée et que les travaux reprendront. Nous nous préparons à

poursuivre les contrats provisoirement interrompus pour raison de « force majeure ».

La guerre a désespéré nos partenaires. Les Chinois ont ici 20 milliards de dollars de contrats, les Turcs 12 milliards. Viennent ensuite les Italiens, les Russes, puis les Français. Ce n'était pas leur intérêt de laisser faire cette agression, encore moins d'y participer. Probablement certains ont-ils reçu des compensations en dessous de table, mais nous n'avons aucune information précise à ce sujet. D'autres espèrent avoir plus en conquérant notre pays et en s'attribuant eux-mêmes les contrats de reconstruction.

Réseau Voltaire : *Quelles sont les conséquences du gel de vos avoirs pour l'Afrique ?*

Mohammed Siala : En bloquant nos avoirs, ils ont aussi bloqué nos actions de développement en Afrique. Le continent ne parvient qu'à exporter des produits bruts. Nous investissons pour qu'ils soient transformés en Afrique et commercialisés par les Africains. Il s'agit de créer des emplois et de conserver la plus-value en Afrique. D'un côté les Européens nous encouragent car cette politique assèche les flux migratoires, d'un autre, ils s'y opposent parce qu'ils doivent renoncer à l'exploitation coloniale.

Les Occidentaux veulent maintenir l'Afrique dans une situation où elle n'exporte que des produits bruts, des commodités.

Par exemple, lorsque le café produit en Ouganda est exporté en Allemagne d'où il est commercialisé, la plus-value reste en Allemagne. Nous avons financé des installations pour la torréfaction, la mouture, le packaging etc. La part de rémunération des Ougandais est passée de 20% à 80%. Évidemment, notre politique entre en conflit avec celle des Européens. C'est un euphémisme.

Nous finançons des rizières au Mozambique et au Libéria, à hauteur de 32 millions de dollars par projet et créons chaque fois 100 000 emplois. Nous visons d'abord l'autosuffisance alimentaire de chaque État africain, et seulement après les marchés d'exportation. Sans aucun doute, nous entrons en conflit avec ceux qui produisent et exportent du riz, surtout s'ils spéculent avec.

Nous construisons aussi des routes. Par exemple depuis la Libye à travers le Niger. Nous avons déjà relié le Soudan à l'Érythrée ce qui bouleverse l'économie régionale et ouvre des perspectives de développement. Il désormais possible de faire circuler des marchandises par route et par mer.

Réseau Voltaire : *Peut-on dire que la Libye a peu d'alliances diplomatiques, mais que vous avez élaboré des alliances économiques qui vous protègent. Peut-on parler de diplomatie des investissements ?*

Mohammed Siala : Oui.

Par exemple, nous finançons pour 50 millions de dollars la construction par des entreprises chinoises d'un canal de 32 kilomètres au Mali pour l'irrigation des zones agricoles. Le gel de nos avoirs interrompt d'importants projets agricoles dans ce pays. S'il se poursuit, un problème alimentaire se posera rapidement et les populations reprendront et accéléreront leur migration vers l'Europe. En définitive, les Européens ne peuvent pas se permettre de stopper notre effort de développement du continent. Ils n'ont pas d'alternative à notre politique.

Réseau Voltaire : *Disposez-vous d'un dispositif qui vous permette de payer vos commandes sur le marché international malgré le gel de vos avoirs. Votre pays est attaqué, je pense bien sûr à l'achat d'armes et munitions.*

Mohammed Siala : Nous résistons depuis quatre mois et demi. Nous avons tiré les leçons de l'embargo et étions prêts au premier jour. Beaucoup d'États nous observent et veulent prendre des mesures similaires pour se protéger eux aussi de l'impérialisme.

*Thierry Meyssan est un intellectuel français, président-fondateur du [Réseau Voltaire](#) et de la conférence [Axis for Peace](#). Il publie des analyses de politique étrangère dans la presse arabe, latino-américaine et russe. Dernier ouvrage en français : [L'Effroyable imposture : Tome 2, Manipulations et désinformations](#) (éd. JP Bertrand, 2007)*

La source originale de cet article est [Voltaire.net.org](#)

Copyright © [Thierry Meyssan](#), [Voltaire.net.org](#), 2011

---

Articles Par : [Thierry Meyssan](#)

A propos :

Intellectuel français, président-fondateur du Réseau Voltaire et de la conférence Axis for Peace. Dernier ouvrage en français : L'Effroyable imposture : Tome 2, Manipulations et désinformations (éd. JP Bertrand, 2007).

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)